

# **FETE DE LA WALLONIE** **17 septembre 2005.**

## **Discours de M. José HAPPART** **Président du Parlement wallon**

**R**egarder son passé pour construire son avenir aurait pu être une maxime d'une Wallonie timorée qui se cherche encore au moment où elle affronte des défis majeurs.

Elle a 25 ans : c'est une jeune adulte.

De qui a-t-elle peur, cette belle région, notre région, qui est avant tout la terre des femmes et des hommes qui y vivent ? Manquerions-nous à ce point de confiance en nous ? Nos responsabilités nous effraient-elles à ce point ?

L'Europe bouge, le monde bouge. Et ce mouvement va aller de plus en plus vite. Ne restons pas sur le quai ; osons prendre le train en marche.

Les responsables politiques doivent proposer et décider ! Alors, prenons des risques, soyons audacieux.

La Wallonie de nos pères a construit la richesse de la Belgique.

Les mines, les hauts fourneaux, c'était avant tout le travail acharné de Wallonnes et de Wallons qui, par leur courage et leur esprit d'entreprendre, ont réussi un développement économique remarquable.

Sommes-nous dignes de cet héritage aujourd'hui ? Ne sommes-nous pas occupés à trahir la mémoire de ceux qui nous ont précédés ? Osons cette question. John Cockerill choisirait-il de s'installer à Liège aujourd'hui ? Browning, à Herstal ? La réponse doit être oui, bien sûr.

Soyons dignes de nos pères. Arrêtons de nous observer les uns les autres. Mieux ! Arrêtons de nous juger, de nous flageller. Passons enfin des discours aux actes. Travaillons ensemble à l'édification de notre avenir.

Nous avons la chance de bénéficier d'une situation géographique d'exception au cœur de l'Europe de l'ouest. Cette position stratégique, il nous appartient de l'exploiter : c'est notre nouvelle richesse.

Nous sommes aux portes de Bruxelles, siège des institutions de l'Union européenne et Capitale de l'Europe. La Région de Bruxelles-Capitale a vocation de carrefour mondial, diplomatique, politique et économique. Travaillons avec elle et en retour, donnons-lui la chance de jouer cette carte d'avenir en toute liberté ; reconnaissons lui le statut de région à part entière, comme les deux autres régions.

La Région flamande est, pour nous, un voisin important. C'est d'ailleurs notre premier partenaire économique. Malheureusement, dans nos échanges avec la Flandre, nous nous voyons sanctionnés d'une balance économique par trop déficitaire.

Les entreprises flamandes achètent nos matières premières, les transforment et ...nous les revendent avec une valeur ajoutée, plus ou moins forte.

Sommes-nous donc incapables de transformer nos produits ? Sommes-nous incapables de relancer l'économie wallonne ? Sommes-nous incapables de rendre notre région attractive aux yeux des investisseurs ? Là aussi, nous devons répondre oui, que la Wallonie a la volonté et la capacité de relever ses défis économiques.

Il y a quelques instants, je vous invitais à jeter un regard sur notre passé industriel. Il fait partie de notre histoire contemporaine tout autant que les diverses réformes institutionnelles.

Nous commémorons, cette année, le 175<sup>ème</sup> anniversaire de l'Etat Belgique et le 25<sup>ème</sup> anniversaire de nos régions. Il y a 25 ans, les représentants du peuple belge ont fait le choix d'un fédéralisme d'union plutôt que celui du confédéralisme.

Le contexte est aujourd'hui bien différent. Les acteurs politiques ne sont plus les mêmes.

Mais surtout, la définition du système dans lequel nous souhaitons vivre souffre assurément d'un manque de clarté.

Si nous pouvions, dans nos trois régions, donner le même sens aux mots. Si, au Nord comme au Sud, nos éminences institutionnelles avaient la même lecture des textes, nous aurions fait un grand pas, mieux, nous aurions grandi.

Mais, qu'on le veuille ou non, - et l'histoire nous l'enseigne -, les compétences des régions vont continuer de s'accroître. Alors que les francophones, faisant de la résistance d'arrière garde, se retranchent derrière un illusoire stop institutionnel, la Flandre fourbit ses armes et nous prévient qu'envers et contre nous, elle va avancer. Si le fait de n'être demandeurs de rien nous distingua un temps, aujourd'hui, force est de constater que la Flandre a déjà décidé.

Sans obligatoirement sombrer dans la surenchère, il faut qu'en Wallonie, on rompe enfin avec cet engrenage des avancées institutionnelles subies plus que voulues. Il faut que l'on sache, à commencer par les Wallons eux-mêmes, que, si nécessaire, nous sommes prêts à faire connaître nos revendications institutionnelles, dans tous les domaines qui nous intéressent par leur valeur ajoutée.

Comme vous, j'entends souvent dire autour de moi que les problèmes institutionnels sont de faux problèmes qui permettent surtout aux « politiciens » de dissimuler leur incapacité à trouver des solutions aux dits vrais problèmes.

Eh bien, quitte à aller à l'encontre de cette opinion fort répandue, je dis que si les problèmes institutionnels étaient de faux problèmes, il y a longtemps qu'on n'en parlerait plus.

C'est avec beaucoup d'attention que j'ai pris connaissance des dernières déclarations de Monsieur Van de Lanotte en matière de régionalisation de la politique de l'emploi et de Monsieur Leterme qui nous dit que nous devons nous mettre au travail, comme si nous l'avions attendu. Je ne me limite pas à prendre acte. En tant qu'élu, je me sais redevable vis-à-vis de celles et ceux qui m'ont accordé leur confiance. Ils l'ont fait aussi pour que je fasse preuve de détermination dans la défense des intérêts légitimes de la Wallonie.

J'entends aussi ceux qui, en Flandre, réclament, voire exigent, une nouvelle étape majeure sur le chemin de l'autonomie. Ils se sont prononcés pour une autonomie fiscale élargie et pour une défédéralisation partielle de la sécurité sociale.

Cette revendication se voit justifiée à leurs yeux par le fait que la solidarité implicite en matière de politique familiale et de santé devrait être remplacée par un mécanisme explicite, transparent et objectif, à leurs yeux toujours.

Certains avancent même l'idée que la solidarité passe après celle de la responsabilité et qu'elle ne peut constituer le principe de base de communautés, fussent-elles voisines. Or, faut-il le rappeler, un des fondements des systèmes fédéraux réside dans l'existence de mécanismes volontaires de solidarité ou de redistribution entre les entités constituantes. C'est un élément essentiel du contrat fédéral. Il implique l'existence de transferts qui ne doivent pas répondre au principe de « juste retour ».

Ceci implique aussi que l'on considère les transferts entre régions, non comme un dysfonctionnement du système, mais comme un indice de son utilité. Ceci implique enfin que l'on garde toujours présente à l'esprit la possibilité de l'inversion des situations.

Le fédéralisme ainsi entendu confirme le principe que dans un Etat fédéral, chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Cette solidarité s'imposa, au niveau de la Région wallonne, lorsqu'il s'est agi de faire bénéficier le Hainaut des aides européennes dans le cadre de l'Objectif 1.

Depuis soixante ans, les Etats de la vieille Europe ont cessé de se faire la guerre. Cependant, force est de constater que l'Europe à 25 est trop souvent l'expression d'intérêts politiques et stratégiques profondément divergents. Parler d'une seule voix semble bien être aujourd'hui encore, dans le ciel européen, l'inaccessible étoile. Et pourtant, face au développement impressionnant de l'Inde et de la Chine, des pays de l'est européen et d'Amérique latine, quelle sera la réponse européenne ?

Nous savons tous désormais qu'un retour aux indépendances nationales, qu'un repli sur soi, ne garantirait la prospérité d'aucune région ni d'aucun Etat indépendant.

Et pourtant, nous devons impérativement opérer ce que je n'hésite pas à qualifier de révolution mentale tant au niveau de notre appartenance à la Wallonie qu'à celui de notre appartenance à l'Europe et au monde. Rester sur ses positions, c'est mourir à petit feu ! Avancer, être en mouvement, c'est changer.

Si nous voulons un avenir, il faut que nous toutes et tous de la société civile, - que nous soyons politiques, partenaires sociaux, acteurs économiques et des services -, nous acceptions que le monde se transforme, que nous devons demander l'impossible pour obtenir le nécessaire, que, avant nos droits, les devoirs font partie de notre citoyenneté, qu'il faut se retrousser les manches !

C'est à ce seul prix que nous léguerons à nos enfants un héritage digne d'autant de fierté que celui que nous avons reçu. Quel objectif plus noble pourrions nous avoir ?

La Wallonie regorge de potentiels humains et de matières premières naturelles. Ne les laissons pas se gâcher. La Wallonie, présente et à venir, mérite nos efforts d'aujourd'hui. Comme elle peut être fière de son passé, la Wallonie le sera de son futur.

Gens de Wallonie, relevons ces défis de société ... "*Ensemble*"

José HAPPART